●●●

l'état de vacance de la présidence de la République. Il s'est donc passé un moment où les échanges s'étaient portés sur le choix de la formule juridique appropriée avec ce que de tels échanges pouvaient produire en idées lancées ici et là par les uns ou les autres dans une sorte d'effort de réflexion «tout haut». Dans un premier temps, l'idée d'un Haut-Comité d'État, qui n'était pas de moi, présentait à mon sens le risque d'apparaître à l'opinion comme la façade potiche d'une nouvelle révolution de palais. C'est tout le contraire de cela que nous voulions du message qu'allait comporter forcément la formule qui serait retenue. Déjà six mois auparavant, les forces politiciennes qui étaient derrière mon prédécesseur avaient propagé la thèse que ma nomination était la manifestation d'un coup de force tramé contre le Président, nous ne tenions guère à travers la forme d'autorité qui allait prendre le relais de la Présidence, apparaître pour ce que nous n'étions pas. Nous voulions, au contraire, délivrer à notre peuple des motifs d'espoir en l'avènement d'une ère nouvelle, d'une réhabilitation de la politique dans notre pays. Aussi ma réticence était-elle encore plus forte quand fut avancée la suggestion de confier provisoirement les pouvoirs du président de la République à l'autorité du rang le plus élevé de l'Etat, c'est-à-dire le Chef du gouvernement ; c'était une idée préconisée à un moment donné, je présume, à partir de la périphérie du Conseil constitutionnel.

Mais dès que fut avancé le nom de Mohamed Boudiaf, idée qui n'était pas non plus de moi, j'ai levé instantanément mes réserves. Car, avais-je argué, l'image nationale et internationale de Boudiaf est tout sauf celle d'un homme potiche. De plus il est antimilitariste. C'est une grande figure de Novembre 1954, l'organisateur de l'ALN. Il était enfin le dernier à être suspecté d'avoir trempé dans un complot algérois, lui qui s'était si éloigné du pouvoir et de la politique depuis des décennies. Mais encore faut-il qu'il accepte ! S'il accepte c'est qu'il a un amour infini pour son peuple, avais-je conclu.

C'est ainsi que je signai un ordre de mission, plus exactement un titre de congé, à Ali Haroun, encore ministre des Droits de l'homme, qui fut dépêché auprès de lui au Maroc. En raison de ses responsabilités passées à la tête de la Fédération de France du FLN, Ali Haroun était, avec Aboubakr Belkaïd, parmi nous celui qui le connaissait le mieux.

Vous avez été collaborateur de Mohamed Boudiaf. Quel souvenir conservez-vous de cette collaboration ?

J'ai connu Mohamed Boudiaf du temps de sa captivité en France avec les autres chefs historiques. Je n'allais le revoir que trente ans plus tard, durant sa visite éclair à Alger où il était venu dire son acceptation de présider le futur Haut-Comité d'État. Il me dit en début d'entretien : «Ma présence ici est en soi un engagement… Ce que je demande c'est la loyauté. » A part les cheveux grisonnants, il avait intégralement conservé la fraîcheur et la rigueur d'esprit que je lui avais connues. Et aussi une capacité exceptionnelle à se remettre en question quand cela s'imposait, au fur et à mesure que progressait sa connaissance de la réalité. Car en son état d'exilé, cette connaissance était forcément lacunaire et donc brouillée.

J'ai travaillé avec lui durant cinq mois et demi dans un climat confiant et détendu. Y ont sûrement aidé, et ma loyauté à son égard et une certaine proximité personnelle. Avec l'aide d'une mémoire prodigieuse, il m'a montré qu'il connaissait, nom par nom, mes parents par alliance, plus complètement que je ne les savais moi-même ! La presse, contrôlée par ceux qui ont choisi mon gouvernement comme ennemi depuis juin 1991, a inventé des tas de choses. Me donnant partant toutes les semaines, elle cherchait, ce faisant, à faire échouer le gouvernement. Rien de plus classique comme procédé de déstabilisation. Mohamed Boudiaf s'est employé à démentir, tantôt par un communiqué de la présidence, tantôt en faisant adopter par le HCE une motion de renouvellement de confiance. Depuis son retour en Algérie, j'avais essayé au moins par deux fois de le convaincre de désigner un nouveau Chef de gouvernement. Mes arguments étaient que ses ennemis, ceux qui considéraient que le fauteuil sur lequel il était assis leur appartenait en propre, avaient beau jeu de le présenter comme une marionnette «entre les mains» d'un Chef de gouvernement qu'il a trouvé en place, lequel lui-même était un homme des militaires. A chaque fois, Mohamed Boudiaf a rejeté mon argumentation, d'un revers de la main. Non seulement il ne m'a jamais montré une quelconque intention de se séparer de moi, mais il a au contraire rejeté les propositions que je lui avais faites de me démissionner. Qu'il se soit donné le temps pour choisir un nouveau Premier ministre ou que son intention fût de me garder encore jusqu'à une légitimation de son statut par le vote, lui seul le savait. Le fait est que jusqu'à son assassinat, nous avons travaillé dans un climat de loyauté réciproque indiscutable.

Au moins dans ma propre perception. Je garde de ma collaboration avec lui un souvenir d'émotion et de grand espoir.

Avez-vous un commentaire à formuler sur l'assassinat du Président Boudiaf ?

En sus de la douleur inhérente à la perte d'un président, j'ai vécu des moments difficiles. Dès le départ du cortège funèbre de la Présidence, nous étions apostrophés par nombre de voix émanant d'une foule étreinte par un mélange de douleur et de colère au passage des voitures officielles. «Vous l'avez amené et vous l'avez tué ! FLN assassins !» J'ai vécu cela de l'intérieur d'une voiture officielle. Tout ce que j'ai à dire, je l'ai dit à la commission chargée d'enquêter sur cet assassinat, et/ou dans ma lettre de démission que j'ai lue devant le HCE réuni au complet un certain 8 juillet 1992.

Cet assassinat demeure dans mon esprit l'une des plus grandes offenses faites aux Algériens. Et elle a été commise sous mon gouvernement. Et c'est pour cela que j'ai décidé de démissionner. «Le pouvoir politique ne pourra pas infantiliser indéfiniment la société civile et politique.»

Venons-en à votre départ de la tête du gouvernement. Vous estimez que ce fut un limogeage ?

Mohamed Boudiaf a été assassiné un 29 juin. Le 30 juin ma décision était prise. Il fallait donner au HCE le temps de trouver un nouveau Chef de gouvernement. Le HCE, réuni au complet, m'a reçu le 8 juillet en fin de matinée. J'ai lu les trois pages et demie de ma lettre de démission. Le Président en a pris note et m'a dit les remerciements et compliments de circonstance. Les autres membres du HCE ont approuvé, qui par de courtes paroles, qui par hochement de tête. J'ai ensuite réuni le gouvernement devant qui j'ai lu la même lettre, que j'ai fait communiquer immédiatement à l'APS et à la presse, ainsi que ma démission du Comité central du FLN (deux lignes). Tout cela a été passé sous silence, au point que l'écrasante majorité des médias aujourd'hui ne soupçonnent même pas leur existence à ce jour. Tout comme vous. Je vous remets une copie de ces deux lettres à l'usage que vous voudrez. Je vous en donne un extrait que je limiterai à la conclusion

«… Monsieur le Président, le martyr Mohamed Boudiaf dérangeait considérablement parce qu'il était l'homme de la rupture, l'homme de l'espoir et de la jeunesse, l'homme propre décidé à restaurer l'autorité de l'État, à redresser le pays, à combattre la corruption et à rendre l'Algérie aux Algériens.» «Parce qu'il dérangeait, on a mené contre lui et contre le gouvernement, une véritable guerre, une guerre de chaque instant, avec les moyens les plus bas et les plus pernicieux.»

J'ai appris le nom de mon successeur quelques minutes avant qu'il ne fût communiqué à la presse. Les commentateurs qui ont glosé sur l'idée que j'ai moi-même contribué à son choix se sont trompés complètement. Si je n'avais pas démissionné est-ce que j'aurais été quand même limogé, comme vous dites ? Je sais ce que j'ai fait ,moi. Je ne veux ni n'ai à conjecturer sur le reste.

Le président Boudiaf, «une capacité exceptionnelle à se remettre en question».

Un reproche vous «colle à la peau» : comment, après avoir occupé les fonctions prestigieuses qui furent les vôtres, avez-vous accepté une gratification, si vous permettez l'expression, avec le poste d'ambassadeur à Paris ?

Accepté une gratification… qui me collerait à la peau avez-vous dit ? Reprenons nos esprits ! Etre ambassadeur c'est représenter à l'étranger un pays, un peuple, un chef d'État et un gouvernement. Les conventions internationales donnent à un ambassadeur le même titre honorifique que celui d'un chef d'État : «Excellence». Il y a ce fameux propos d'un ambassadeur de Hollande : «Quand je porte mon uniforme officiel, je suis la reine Juliana !» Relisez le format international convenu pour les lettres de créances, elles vous diront toute la noblesse d'essence de la fonction de représentation à l'étranger d'un pays, d'un peuple et d'un chef d'État. Certaines traditions en vigueur dans des nations à forte légitimité historique mettent en valeur cet aspect prestige de la fonction. Aux Etats-Unis, ce sont les amis rapprochés du président, hommes trop riches pour rechercher la gratification, qui ne sont pas diplomates de métier et qui sont honorés en étant placés dans certaines des capitales jugées les plus prestigieuses. Voilà pour le prestige. C'est votre question qui a mis l'accent sur cet aspect. Mais vous le savez bien, je ne regarde pas la question de la fonction sous l'angle du prestige. La noblesse d'un poste réside dans le service de l'intérêt général en soi, à quelque niveau qu'il soit, je dirais même à commencer par les niveaux les plus humbles et dans les domaines les plus anonymes. C'est à l'aune du service des gens que je mesure le prestige en matière professionnelle. C'est ainsi que dans le domaine de l'enseignement par exemple, c'est de mes maîtres, de l'école primaire à l'École des Ponts, que je garde l'impression la plus forte, c'est leur exemple qui marque le plus profondément mes choix professionnels : Si Mohamed Zerhouni, Rahmouni, Djebbri, mes anciens instituteurs, mon propre père qui était «moudarras», Abdelbaki Bencheikh El Abbas, Benmansour, Allal, Mahdad, Gulil, Hamza Boubeker, Vaissière, Durupt, Saint-Jean, Chapoutier, Galabru, ce sont là mes premières références et non pas les ministres de l'Education de leur époque et dont je n'ai retenu ni le nom ni le visage. Allez poser la question à des générations de médecins de notre pays, quels ont les noms qui sont restés dans leur tête, ceux des professeurs Mohamed Cherif Mostefaï, Toumi, El Oqbil, Benmiloud, Keddari, etc., ou ceux des ministres de la République ? Mieux, la fonction ministérielle s'est dévaluée très tôt à mes yeux. Il m'est arrivé de ressentir un sentiment d'humiliation en étant ministre. Jamais en étant ambassadeur. Passer de chef de gouvernement à ambassadeur est un fait qui n'est pas sans précédent et a un sens selon les circonstances. Si ma mémoire ne me trompe pas, Echeverria, ancien président élu du Mexique, a été ensuite ambassadeur de son pays à l'Unesco. Un autre précédent, pas des moindres : Walter Mondale, ancien vice-président des Etats-Unis d'Amérique du temps de Carter, puis candidat malheureux aux «présidentielles», a été ambassadeur des Etats-Unis, après son mandat présidentiel. Qu'est-ce qui est plus prestigieux, président du Mexique, vice-président des Etats-Unis ou chef du gouvernement algérien ?

On a vu d'autres cas, en ex-URSS où une disgrâce conduisait de hauts dignitaires du régime, soit au goulag, soit à un poste d'ambassadeur… en Mandchourie. Est-ce une gratification ? Chez nous ? Probablement, dans le cadre d'une dérive que j'ai relatée précédemment. Mais pas systématiquement. Votre question décide, d'avance et à la fois, que c'était une gratification et que je l'ai acceptée. Eh bien c'est faux. En fin de compte, c'est ma parole ou la thèse à laquelle vous vous hasardez, un peu légèrement à mon avis. Peut-être parlez-vous sous influence de la violente campagne de mensonges orchestrée dès mon départ du gouvernement et qui a présenté les choses comme le fait votre question. Des amis ont désapprouvé, en effet, mon choix d'aller à Paris, c'est vrai, mais c'était pour bien d'autres raisons. Pour eux, j'aurais dû rester à Alger pour continuer une action politique. C'était leur conviction. Une partie des citoyens m'en voulurent de «les avoir abandonnés à leur sort» en quittant le gouvernement. Jamais méchamment. Je vous le dis en toute ingénuité, c'est à contrecœur que j'ai répondu à cette question sur l'ambassade, parce que, ce faisant, j'ai l'impression de me laisser tirer vers le bas.

Permettez-moi de revenir à la charge. Pour quels motifs avez-vous accepté l'offre de l'ambassade d'Algérie à Paris ?

Je croyais avoir déjà répondu à votre question. Si l'objet est de savoir quelles sont mes motivations intérieures, alors il faudrait que vous me posiez la même question pour la douzaine d'autres responsabilités que j'ai acceptées depuis 1962 et pas seulement pour le poste d'ambassadeur à Paris. Mais attardons-nous à cette fonction d'ambassadeur à Paris qui vous tracasse tant ! Quel était le contenu particulier, à son propos, de l'impératif de service public ? Servir les relations algéro-française pour le bien d'une Algérie en grande difficulté financière, en voie d'isolement et dans une France politique peu amicale, m'a paru être un challenge qui méritait d'être relevé. Je m'étais bien posé la question de savoir si tel était l'esprit réel de ceux qui m'ont proposé la mission. Je me suis contenté de penser que c'était le cas pour une partie d'entre eux. J'ai eu à choisir entre rester à Alger en étant sûr que je ne pourrais rien y faire d'utile et aller à Paris pour peut être continuer à servir. J'ai préféré la possibilité de l'action à la certitude de l'inaction.

Je vous concède que sitôt arrivé à Paris, je me suis aperçu qu'au moment où la proposition m'était faite, une machination politicienne était déjà déclenchée à un haut niveau des Services, pour obtenir mon départ de l'ambassade, pour le compte du réseau que j'ai mentionné précédemment. Une machination relayée par le sommet de l'État qui, de son côté, voyait en moi un rival potentiel à éliminer. Cela n'est pas le produit d'une analyse mais d'un constat de faits patents. Cela ne m'empêcha pas de continuer ma mission comme si de rien n'était. La machination que j'évoquais s'est soldée en novembre 1993 par mon renvoi avec un préavis de sept jours. Vous vous étonnez qu'un ambassadeur dans un pays aussi important que la France soit chassé, muni militari, par son gouvernement ?! Les détails et les raisons d'un renvoi qui a été délibérément voulu comme une humiliation n'ont pas leur place dans cet entretien. Le fait est que le HCE m'a sacqué, comme aucun ambassadeur ne l'a jamais été chez nous. A l'exception de deux d'entre eux, les membres du HCE ont plongé, pieds joints et yeux fermés, dans le piège de la machination. Fut-ce par précipitation ou lâcheté ou fut-ce mesquinerie ou calcul politicien. Je ne sais, mais cela ne fut pas pour forcer l'admiration à leur égard.

M. C. M.

A suivre